

Unité départementale du Val-de-Marne
Service risques et installations classées (SRIC)
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 19/06/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur 

OP CORE

61 RUE JULIAN GRIMAU
94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2024/YBC/n°232

Code AIOT : 0006516500

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement OP CORE implanté 61 RUE JULIAN GRIMAU 94400 Vitry-sur-Seine.

Suite à l'inspection du 17 mai 2023, un arrêté préfectoral (AP) de mise en demeure avait été pris le 10 août 2023 à l'encontre de l'exploitant pour qu'il mette en place un bassin de rétention des eaux polluées sur son site sous un délai de 6 mois.

Par courrier du 2 février 2024, l'exploitant a demandé à la préfecture un délai supplémentaire de 5 mois pour se mettre en conformité. La préfecture a répondu par courrier du 28 février 2024 qu'elle ne lui accorde qu'un délai de 3 mois à partir du 10 février 2024 pour lever la non-conformité. La visite du 30 mai 2024 avait pour but de constater la levée de la non-conformité qui avait fait l'objet de l'AP de mise en demeure du 10 août 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OP CORE
- 61 RUE JULIAN GRIMAU 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0006516500 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site est classé selon les rubriques ICPE suivantes:

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque chronique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 13/08/2018, article 29 V	Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant a mis en place un bassin de rétention des eaux d'extinction incendie. La mise en demeure du 10 août 2023 peut être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/08/2018, article 29 V
Thème(s) : Risques chroniques - Confinement des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 17/05/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• Date d'échéance qui a été retenue : 10/02/2024
Prescription contrôlée : <p>Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p>
Constats : <p>Suite à l'inspection du 17 mai 2023, un arrêté préfectoral (AP) de mise en demeure avait été pris le 10 août 2023 à l'encontre de l'exploitant pour qu'il mette en place un bassin de rétention des eaux polluées sur son site sous un délai de 6 mois.</p> <p>Par courrier du 2 février 2024, l'exploitant a demandé à la préfecture un délai supplémentaire de 5 mois pour se mettre en conformité. La préfecture a répondu par courrier du 28 février 2024 qu'elle ne lui accorde qu'un délai de 3 mois à partir du 10 février 2024 pour lever la non-conformité. La visite du 30 mai avait pour but de constater la levée de la non-conformité qui avait fait l'objet de l'AP de mise en demeure du 10 août 2023.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les travaux de mise en place du bassin de confinement des eaux pluviales et d'extinction incendie étaient presque finalisés et conformes au porter à connaissance déposé le 27 juillet 2023. Les bassins de confinement et d'infiltration étaient creusés. La météo pluvieuse a ralenti la finalisation des travaux et notamment la pause de la bâche dans le bassin de confinement. 2 vannes de sectionnement sur 3 étaient positionnées. Le tuyau de raccordement entre les 2 bassins était en train d'être creusé. Le séparateur d'hydrocarbures n'était pas encore mis en place.</p> <p>Les vannes de sectionnement s'activeront manuellement avec des clés.</p> <p>Par courriel du 6 juin 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des photographies prouvant la mise en place des derniers éléments et la finalisation des travaux.</p> <p>Ainsi, la mise en demeure du 10 août 2024 peut être levée.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure